



CTL du 26 juin 2018

Déclaration liminaire CGT

La CGT a demandé un changement de méthode sur la conduite des restructurations dans notre département. A votre arrivée vous avez affirmé vouloir un dialogue franc et direct, et c'est ce que vous avez commencé à faire en annonçant aux représentants du personnel votre vision d'ici à 2022.

Pour autant, les CTL convoqués dernièrement démontrent que l'image affichée n'était qu'une façade et vous poursuivez une méthode éprouvée, cacher aux représentants du personnel, donc aux agents, l'avancée de vos projets. Pire vous décidez seul en tentant de donner un semblant de démocratie directe aux agents.

La convention du 12 Juin fut un bel exemple d'enfumage. Vous nous aviez dit que vous alliez expliquer aux agents ce que vous nous annoncez depuis plusieurs mois. Sur les restructurations, vous n'avez pourtant pas présenté votre vision à cinq ans.

Quand une agente exprime les difficultés sur SIRHIUS, en particulier le fait qu'elle perde 12 minutes par jour soit une heure par semaine, vous la sermonnez devant des centaines de personnes en invoquant le Service Public et en indiquant qu'il ne fallait pas pinailler pour quelques minutes.

Une heure par semaine, monsieur le président c'est au moins 4H par mois soit plus d'une demi-journée. C'est loin d'être anodin surtout quand le gouvernement annonce la poursuite du gel des salaires.

Il est indigne de demander aux agents de s'exprimer puis de les écraser par des réponses méprisantes.

Autre sujet évoqué par une agente, la lenteur de E-contact et donc la difficulté liée à la montée en puissance du nombre de contacts. La Direction a reconnu le problème et répondu que cela allait s'améliorer. C'est sans doute pour tenir compte de ces difficultés que vous avez décidé de mettre en place l'accueil RCT, sans attendre que nous ayons des outils efficaces. Les agents se débrouilleront avec ce qu'ils auront.

Le seul message asséné durant cette convention: ayez confiance, tout ira bien demain.

Pourtant rien ne va du point de vue informatique. Reprenons l'exemple de SIRHIUS. La direction, comme à son habitude, était totalement confiante. Les tests réalisés en amont le garantissaient. Dans la semaine des 23 au 29 mai 2018, la DGFIP a mené la plus importante bascule RH de son histoire avec le passage à SIRHIUS et ce qui ne devait être qu'une formalité de plus dans la grande histoire des évolutions informatiques, est en passe de devenir une nouvelle catastrophe industrielle.

Outre le temps supplémentaire nécessaire pour se connecter à web pointage, on ne compte plus les reprises de données erratiques et erronées, disparition de certaines informations, prise en charge des pointages plus qu'aléatoire, soldes horaires farfelus, connexion autorisée 1 fois sur 2...La liste des dysfonctionnements et des bugs n'est pas exhaustive, mais ils enquiquinent et exaspèrent autant les utilisateurs et utilisatrices que les gestionnaires RH. Ces derniers en sont réduits à annoncer que « des correctifs applicatifs et des mises à jours vont améliorer le système ».

Si l'administration se veut également rassurante à coup de communiqués sur le portail Ulysse, force est de constater que le compte n'y est pas. Et impossible de revenir en arrière.

A quelques jours des premiers départs en vacances des agents, mais aussi de la confection des premières payes pour juillet 2018, nous nous inquiétons de la tournure des événements. Pourtant, cet outil est dans les tuyaux depuis plus de 10 ans !!! Et il a coûté énormément cher ! Plus de 140 millions d'euros.

A ce sujet qu'écrivez-vous sur ULYSSE Var ? Je cite : « *L'ampleur des opérations réalisées mérite d'être soulignée et appréciée et si des ajustements demeurent encore si nécessaires pour assurer un fonctionnement optimal de SIRHIUS, ceux-ci ne doivent pas masquer la réussite de cette bascule...* ». Quelle magnifique langue de bois !

Autre application qui exaspère les agents des SIE, MEDOCWEB qui entraîne problème sur problème et génère tensions et retards dans les services.

L'administration se transforme à grande vitesse, mais les moyens développés en terme d'applications informatiques sont d'un grand amateurisme malgré des coûts de développement impressionnants.

Vous demandez aux agents de la loyauté et aux syndicats un travail collectif pour adapter la DDFIP du Var.

Pourtant, vous avancez sans aucune loyauté comme c'est le cas pour les horaires d'ouverture à TOULON. Vous avez lancé une consultation alors que deux jours avant, vous étiez en CTL avec certaines organisations syndicales sans le leur dire. Vous avez qualifié cette façon de faire de « maladresse » un peu plus tard.

Alors, une petite anecdote sur vos supposées « maladresses » en matière de consultation.

L'équipe des relations publiques de Toulon Nord Ouest a répondu très majoritairement être pour un statu quo en matière d'horaire d'ouverture. Le chef de service a réuni tous les agents et leur a demandé de voter à nouveau. Le résultat fut le même. Alors le chef de service a convoqué les agents un par un pour leur demander un troisième vote. Il leur a imposé de s'abstenir. Les agents ont fini par le faire, compte tenu de ce qui a été perçu comme un ordre direct.

Maladresse ou véritable manipulation du vote ? Méthode de barbouze diront certains.

Sans attendre vous mettez cette question à l'ordre du jour du CTL convoqué le 5 juillet.

Autre exemple de fausse démocratie, dans les SIE et les SIP de Toulon, se tiennent des Groupes de Travail métier pour préparer la fusion. Alors qu'aucune présentation n'a été faite aux représentants du personnel, vous tentez de faire croire aux agents qu'ils sont partie prenante de vos décisions. Prenons l'exemple de la pseudo discussion sur la fusion du SIP TOULON OUEST menée par les deux responsables des SIP de TSO et TNO. On fait croire qu'il est possible d'avoir 2 ou 3 secteurs à partir des 6 secteurs actuels. Et la conclusion, c'est évidemment que 2 SAID suffisent. Pas un mot sur la cellule recouvrement, pas un mot sur les missions de contrôle, pas un mot sur les missions d'accueil et de contrôle. Par contre les agents sont invités à éventuellement chercher de jolis noms de secteur.

ET pendant ce temps là, aucune info aux syndicats, aucune réflexion d'ensemble avec les représentants du personnel. Un SIP se compose de SAID, de cellule de recouvrement, de missions d'accueils. Pourquoi ne parle-t-on pas aux agents de la mise en place très prochaine de l'accueil RCT ?

Il en va de même dans les SIE. Votre méthode vise à associer les agents de manière très parcellaire aux décisions prises en Direction et à maintenir à l'écart les représentants du personnel qu'ils ont élu.

Nous arriverons sans doute à une convocation de CTL pour entériner tout cela.

D'ailleurs sur le RCT, vous nous avez communiqué les protocoles et l'on voit bien que les cellules RCT sont chargées y compris de la plupart des contentieux, on est bien au-delà de l'accueil simple.

Nous l'affirmons aujourd'hui, l'objectif de la DGFIP est d'aboutir à un seul SIP par département pour ce qui concerne la gestion. La mise en place du RCT permet de préparer la dissociation de l'accueil et de la gestion dans un premier temps. Mais tout cela doit rester caché et recouvert du vernis d'un meilleur service public...

Sur le sujet de l'accueil, la CGT va continuer à informer la population et les élus. D'ailleurs, quelle surprise d'apprendre que les collègues de l'accueil de Toulon vont devoir saisir des déclarations de MAYOTTE. Alors que tous nos services sont en difficultés, nous allons en plus devoir aider d'autres départements.

Le travail à distance, encore une belle trouvaille pour désorganiser encore plus les services.

Pour la CGT, les bouleversements qui se préparent exigent un autre dialogue social où l'on puisse discuter des questions de fond. Nous avons demandé des réunions sur les sujets qui concernent les agents. Vous en êtes d'accord, et souhaitez connaître les sujets que nous voulons traiter, en voici déjà quelque uns :

La Fusion des SIE et des SIP de Toulon, l'accueil du public en prenant en compte tous les aspects (une demande qui date de plus de trois ans), l'avenir des missions SPF et enregistrement dans notre département, l'avenir des missions cadastrales et de nos CDIF, la réorganisation des SIP en lien avec le PAS et les modifications en matière de TH, l'avenir des SIE avec l'arrivée du PAS.

Nous voulons encore croire que vous avez la volonté d'une « gouvernance » différente alors nous viendrons demain à la réunion prévue en Direction.

Par contre, compte tenu du contexte pour la tenue de ce CTL, la CGT ne siègera pas, refusant de cautionner un faux dialogue social.

Après deux journées de grève fortement suivie les 22 mars et 22 mai, après une campagne d'information du public devant les SIP au mois de mai, nous ne trahirons ni les agents, ni les usagers qui nous soutiennent pour le maintien du service public.

La balle est dans votre camp pour un changement de méthode.

Nous demandons l'annexion de cette déclaration au procès verbal.